

PREFECTURE DE LA SARTHE

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES
Bureau de l'Utilité Publique

Arrêté n° 10-1875 du 25 février 2010

OBJET : Installations classées
DEMARAIS STRUCTURES au MANS
Actualisation des prescriptions de l'arrêté préfectoral n°910 / 2284 du 2 août 1991

LE PREFET DE LA SARTHE
Chevalier de la légion d'honneur

VU le Code de l'Environnement, notamment le titre 1er du Livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du n°910 / 2284 du 2 août 1991 autorisant la société SIPAMEC à exploiter au Mans les installations suivantes : traitement de surface, compression d'air, application et séchage de peinture.

Vu le récépissé de changement d'exploitant donné à la société NATAC le 1^{er} octobre 2002.

Vu le récépissé de changement d'exploitant donné à la société DÉMARAIS STRUCTURES le 20 décembre 2004.

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées.

VU l'avis émis par M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement des Pays de la Loire ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement, et des Risques Sanitaires et Technologiques, réuni le 29 janvier 2010 ;

CONSIDERANT que l'arrêté préfectoral du 2 août 1991 nécessite d'être actualisé compte tenu des nouvelles dispositions introduites par l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé ;

CONSIDERANT que l'installation est soumise à autorisation ;

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L.512.1 du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511.1 du Livre V du Code de l'Environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement, y compris durant le délai de mise en conformité ;

CONSIDERANT que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance du bénéficiaire ;

SUR PROPOSITION de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

Article 1 : La société DEMARAIS STRUCTURES, dont le siège social est situé 94 avenue Pierre Piffault au MANS, est autorisée à poursuivre l'exploitation de ses installations situées à la même adresse, conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 2 aout 1991 susvisé modifié selon les dispositions du présent arrêté.

Article 2 : Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté et les réglementations autres en vigueur.

Article 3 : L'arrêté préfectoral du 2 aout 1991 susvisé est modifié comme suit :

TITRE 1 - CARACTERISTIQUES des INSTALLATIONS

L'article 1.2 est remplacé par l'article 1.2 suivant:

Rubrique	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime*
2565-2-a	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces (métaux, matières plastiques, semi-conducteurs, etc.) par voie électrolytique ou chimique, lorsque les procédés utilisent des liquides (sans mise en œuvre de cadmium, et à l'exclusion de la vibro-abrasion), et que le volume total des cuves de traitement étant supérieur à 1 500 litres	244 m ³	A
2940-1-a	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile...), lorsque les produits mis en œuvre sont à base de liquides et lorsque l'application est faite par procédé "au trempé". Si la quantité maximale de produits susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure à 1000 litres	Cataphorèse 75 m ³	A
2940-2-a	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile...), lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le " trempé " (Pulvérisation, enduction...). Si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est supérieure à 100 kilogrammes/jour	240 kg/j	A
2920-2.b	Installation de compression d'air fonctionnant à des pressions supérieures à 1 bar. La puissance absorbée est supérieure à 50 kW, mais inférieure à 500 kW.	179 kW	D
1414-3	installations de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés : installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)		D

* A : autorisation
D : déclaration

TITRE 2 - CONDITIONS GENERALES de l'AUTORISATION

L'article 2.1 est remplacé par l'article 2.1 suivant :

Article 2.1 - CARACTERISTIQUES de l'ETABLISSEMENT

La Société DÉMARAIS STRUCTURES procède au montage d'éléments en tôle destinés principalement à l'industrie automobile. Les opérations suivantes sont exercées :

- dégraissage (1 cuve de 23 m³, 1 cuve de 67 m³ et 1 cuve de 59 m³), affinage (1 cuve de 40 m³), phosphatation (1 cuve de 55 m³) - capacité de production 400 m²/h environ ;
cataphorèse (1 cuve de 75 m³) - capacité de production 400 m²/h environ ;
application de peinture par pulvérisation et séchage de la peinture dans un tunnel comportant 1 cabine de peinture (et 1 cabine de retouche) ;
un sas de désolvatation et une étuve. La chaîne pourra traiter 100 m²/h environ ;
- assemblage par vissage et finition par adjonction de pièces en plastique ou en caoutchouc

L'article 2.4 est remplacé par l'article 2.4 suivant :

Article 2.4 – CESSATION D'ACTIVITÉ

Sans préjudice des mesures de l'article R 512- 74 du code de l'environnement pour l'application des articles R 512-75 à R 512-79, l'usage à prendre en compte est un usage industriel.

Au moins trois mois avant la mise à l'arrêt définitif ou 6 mois avant la date d'expiration de l'autorisation accordée pour des installations autorisées avec une durée limitée, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt. La notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation (ou de l'ouvrage), ainsi qu'un mémoire sur les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site.

Ces mesures comportent notamment :

- L'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et celle des déchets présents sur le site ;
- Des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-75 et R. 512-76 du code de l'environnement.

L'article 2.5 est remplacé par l'article 2.5 suivant:

Article 2.5 – ARRETES, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Date	Texte
02/02/98	Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
23/01/97	Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.
10/05/93	Arrêté du 10 mai 1993 fixant les règles parasismiques applicables aux installations soumises à la législation sur les installations classées.
15/01/2008	Arrêté du 15 janvier 2008 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées.
29/07/05	Arrêté du 29 juillet 2005 relatif au contrôle des circuits d'élimination de déchets.
31/03/80	Arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion.
30/06/2006	arrêté du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées

TITRE 4 - PRÉVENTION de la POLLUTION des EAUX

L'article 4.2.2 est remplacé par les articles 4.2.2 et 4.2.3 suivants :

Article 4.2.2 - DÉBIT

Le débit de l'effluent rejeté au réseau communal après traitement doit respecter les valeurs suivantes:

maxi en m ³ /j	maxi en m ³ /an
110	25 300

Article 4.2.3 – VALEURS LIMITES

Les effluents doivent respecter les valeurs limites suivantes:

Paramètres	conc en mg/l	flux en kg/j	flux en kg/an
Ni	1	0,11	25,30
Zn	1	0,11	25,30
Fe	1	0,11	25,30
MES	10	1,10	253
DCO	300	33	7 590
Hydrocarbures	5	0,55	126
P Phosphore	10	1,10	253
F Fluorures	10	1,10	253

L'article 4.3.6 est remplacé par l'article 4.3.6 suivant:

Article 4.3.6 – COLLECTE DES EAUX D'INCENDIE

Afin d'assurer la collecte des eaux d'incendie mise en œuvre en cas de sinistre dans l'usine, les surfaces couvertes de la cour sont aménagées afin de constituer une surface de rétention étanche.

Une vanne assure l'isolement du réseau d'eau pluviale à la sortie de l'établissement. Elle est clairement repérée.

La manœuvre de cette vanne est exposée dans les consignes d'incendie.

Les réseaux susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à la fosse de rétention des bacs de traitement de surfaces étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 959 m3.

Les eaux d'extinction incendie collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

L'article 4.3.2.4 est remplacé par l'article 4.3.2.4 suivant:

Article 4.3.2.4 – REJETS DES EAUX RÉCUPÉRÉES EN RÉTENTION

Les eaux récupérées dans les capacités de rétention ne peuvent être rejetées que si elles respectent les normes fixées aux articles 4.2.2 et 4.2.3.

Article 4.4 – AUTOSURVEILLANCE

L'article 4.4.2 est remplacé par l'article 4.4.2 suivant:

4.4.2 - L'exploitant est tenu de procéder ou de faire procéder à un contrôle de ses effluents.

L'analyse des échantillons prélevés doit comporter les paramètres suivants :

Paramètre	Fréquence (1 fois par)
pH maxi, mini, moyen	Jour
débit	Jour
Ni	Semaine
Fe	Semaine
Zn	Semaine
DCO	Semaine

Les contrôles sont réalisés par l'exploitant sur un échantillon moyen représentatif d'une journée.

Des contrôles, réalisés suivant les normes AFNOR, doivent être réalisés une fois par trimestre.

TITRE 5 - PREVENTION de la POLLUTION ATMOSPHERIQUE

Article 5.3 – TRAITEMENT DE SURFACE

L'article 5.3.4 est remplacé par l'article 5.3.4 suivant:

5.3.4 - Les teneurs en polluants avant rejet des gaz et vapeurs doivent être aussi faibles que possible et respecter avant toute dilution les limites fixées comme suit :

- Acidité totale exprimée en H :	0,5 mg/Nm ³
- HF, exprimé en F :	2,0 mg/Nm ³
- Alcalins, exprimés en OH :	10,0 mg/Nm ³
- NOx, exprimés en NO ₂ :	100,0 ppm

Article 5.4 – APPLICATION et SECHAGE des PEINTURES

L'article 5.4.3 est remplacé par l'article 5.4.3 suivant:

5.4.3 - Les émissions à l'atmosphère (gaz, vapeurs, particules) sont captées à leur source y compris pour la zone d'application et épurées avant rejet de manière à répondre aux exigences ci-dessous :

- Plomb	<	1 mg/Nm ³
- Chrome (total)	<	1 mg/Nm ³
- Zinc	<	2 mg/Nm ³
- Cadmium	<	1 mg/Nm ³

L'article 5.4.4 est ajouté

5.4.4 – Rejet des composés organiques volatils

a- Rejet total des composés organiques volatils

Pour l'ensemble des cabines de peintures par pulvérisation, les valeurs limites suivantes doivent être respectées pour les COV :

- une concentration de 75 mg/m³ à l'application,
- une concentration de 50 mg/m³ au séchage,
- une limitation des émissions diffuses à 20% des solvants utilisés

La consommation de solvant de la chaîne d'application de peinture au trempé par cataphorèse est inférieure à 5t par an. Si le flux horaire venait à dépasser 2kg/h, la concentration des rejets doit être inférieure à 110 mg/Nm³ exprimé en carbone total.

b- Composés organiques volatils visés à l'annexe III de l'arrêté du 02 février 1998 sus visé:
Si le flux horaire total des composés organiques visés à l'annexe III de l'arrêté du 02 février 1998 sus visé dépasse 0,1 kg/h, la valeur limite d'émission de la concentration globale de l'ensemble de ces composés est de 20 mg/m³.
En cas de mélange de composés à la fois visés et non visés à l'annexe III, la valeur limite de 20 mg/m³ ne s'impose qu'aux composés visés à l'annexe III.

c- Substances à phrases de risque R 45, R 46, R 49, R 60, R 61 et halogénées étiquetées R 40, telles que définies dans l'arrêté du 20 avril 1994 susvisé :
Les substances ou préparations auxquelles sont attribuées, ou sur lesquelles doivent être apposées, les phrases de risque R 45, R 46, R 49, R 60 ou R 61, en raison de leur teneur en composés organiques volatils classés cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, sont remplacées autant que possible par des substances ou des préparations moins nocives. Si ce remplacement n'est pas techniquement et économiquement possible, la valeur limite d'émission de 2 mg/m³ en COV est imposée, si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 10 g/h. La valeur limite ci-dessus se rapporte à la somme massique des différents composés.

Pour les émissions des composés organiques volatils halogénés étiquetés R 40, une valeur limite d'émission de 20 mg/m³ est imposée si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 100 g/h. La valeur limite d'émission ci-dessus se rapporte à la somme massique des différents composés.

Article 5.5 – AUTOSURVEILLANCE

L'article 5.5.2 est remplacé par l'article 5.5.2 suivant:

5.5.2 – Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.

L'article 5.5.3 est supprimé:

TITRE 6 - ELIMINATION des DECHETS

L'article 6.3 est remplacé par l'article 6.3 suivant :

Article 6.3 - AUTOSURVEILLANCE

L'exploitant déclare la production de déchets dangereux de l'établissement selon un modèle établi en accord avec l'inspection des installations classées ou conformément aux dispositions nationales lorsque le format est prédéfini.

L'article 6.4 est supprimé:

Article 4 : Publicité de l'arrêté

A la mairie du MANS :

- une copie du présent arrêté est déposée pour pouvoir y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté énumérant notamment les conditions techniques auxquelles l'installation est soumise, est affiché pendant au moins un mois.

L'accomplissement de ces formalités est traduit par procès-verbal dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture - bureau de la protection de l'environnement.

- Un avis est inséré par les soins du préfet et aux frais de la société, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Article 5 : Diffusion

Une copie du présent arrêté est remise à l'exploitant. Ce document doit en permanence être en sa possession et pouvoir être présenté à toute réquisition.

L'extrait de cet arrêté est affiché en permanence, de façon visible dans l'établissement par l'exploitant.

Article 6 : Recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage des dits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 7 : Pour Application

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Sarthe, le Maire du MANS, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement à Nantes, l'Inspecteur des Installations classées au Mans, le Directeur Départemental des Territoires, la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, le Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile, le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

LE PREFET
Pour le Préfet,
Le secrétaire Général

François RAVIER